

requis. Finalement, Bryce réussit à faire bouger le gouvernement plus tard dans l'année. Il orchestra la rédaction d'un document qui permit au Cabinet d'autoriser la tenue de négociations sur la base d'un contrôle conjoint des armes nucléaires américaines confiées à des unités canadiennes. À la fin décembre, Douglas Harkness (qui avait remplacé Pearkes comme ministre de la Défense nationale en octobre) fit circuler l'ébauche d'un accord (document 277). En même temps toutefois, Green l'emporta sur ses collègues pro-nucléaire quand il obtint du Cabinet la permission de donner à la délégation du Canada à l'Assemblée générale des Nations Unies instruction de voter en faveur d'une résolution irlandaise contre la prolifération des armes nucléaires (document 111). La plupart des autres membres de l'OTAN s'abstinrent de voter sur cette résolution, mais Green voulut montrer clairement l'engagement du Canada envers le désarmement. Par ailleurs, il fut précisé que si aucun progrès n'était fait en matière de désarmement dans un proche avenir, le Canada pourrait alors acquérir des armes nucléaires.

D'autres éléments du programme de défense et de sécurité continentales avancèrent aussi à pas de tortue. En juin, les ministres canadiens approuvèrent à contrecœur la tenue d'un exercice du Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord, appelé Opération Sky Shield. Cet exercice remplaçait l'Opération Sky Hawk à laquelle Ottawa avait mis fin l'année précédente. Les négociations commencèrent en vue de l'acquisition de chasseurs d'interception américains pour remplacer les vieux CF-100. Ce dossier fut alourdi par de nombreux problèmes politiques découlant de la décision controversée du gouvernement Diefenbaker d'annuler le projet du chasseur Avro Arrow, en 1959. Les détails d'un éventuel accord commencèrent finalement à émerger en juin : les États-Unis achèteraient des avions de transport canadiens CL-44, en échange de quoi le Canada acquerrait 66 chasseurs à réaction américains F-101. Lors d'une rencontre avec Eisenhower en septembre, Diefenbaker pressa vivement les Américains d'accepter l'entente. Mais ces derniers la rejetèrent en décembre et suggèrent plutôt de donner les F-101 au Canada, pourvu que celui-ci prenne à sa charge le réseau radar Pinetree.

Malgré ces débats parfois acrimonieux et des irritants comme la réglementation américaine sur la balance des paiements ainsi que la prédominance des périodiques américains sur le marché canadien, les relations économiques avec les États-Unis pendant l'année 1960 furent marquées, dans l'ensemble, par un esprit de bonne volonté. De retour d'une réunion du Comité canado-américain du commerce et des affaires économiques tenue à Washington en février, le ministre des Finances, Donald Fleming, fit état d'une discussion « franche et amicale », la « meilleure et la plus productive » (document 314) de toutes celles auxquelles il avait participé. La coopération entre les deux pays ne fut jamais aussi évidente que lors des négociations sur l'aménagement du fleuve Columbia. Des contraintes d'espace obligent ici à n'imprimer qu'une infime partie des volumineuses archives à ce sujet. Cependant, les documents du présent volume donnent un aperçu des principaux événements qui contribuèrent à dénouer l'impasse dans les négociations. En juin, le ministre de la